

Le régime de cooptation. Tel que mentionné ci-dessus, les ressources dont disposait le régime pour le patronage et l'intégration des dissidents ont chuté après 1982, et tout particulièrement depuis décembre 1994. Par ailleurs, les forces d'opposition sont en train de devenir un moyen peut-être viable à long terme d'obtenir un pouvoir réel. Par conséquent, il devient plus difficile mais pas impossible de coopter les voix dissidentes. Sous Salinas et Zedillo, la «concertation» — la négociation de concessions aux partis d'opposition et aux groupes d'intérêt et une participation accrue de ces partis et groupes à l'élaboration des politiques — a été mise de l'avant de plus en plus. La réforme électorale et la politique agricole sont deux grands exemples de domaines où de nombreuses décisions résultent de la concertation.

La cooptation est aussi remplacée par un certain partage officiel des pouvoirs. Tel que mentionné ci-dessus, les partis d'opposition ont remporté des succès électoraux importants, notamment le contrôle de quatre gouvernorats, ce qui ne s'était jamais vu. Dans un geste sans précédent, le président Zedillo a aussi nommé un membre du PAN — Antonio Lozano — solliciteur général.

Le contrôle des moyens de communication de masse. L'influence du gouvernement sur les médias s'est affaiblie peu à peu. On peut désormais lire des critiques importantes des politiques du gouvernement dans les journaux mexicains. Les Mexicains peuvent aussi voir des analyses critiques de l'actualité dans des émissions de télévision diffusées par satellite à partir de l'étranger. Les chaînes de radio et de télévision nationales restent cependant entre les mains de propriétaires qui appuient le gouvernement, et l'absence de nouvelles et d'analyses politiques objectives a souvent été signalée par des observateurs mexicains et étrangers. Le contrôle des moyens de communication électroniques est l'une des dernières séquelles du passé moins démocratique du Mexique.

On a constaté une continuité et des changements dans les règles du jeu institutionnalisées du Mexique qui viennent d'être décrites. En ce qui concerne la tradition de la **non-réélection**, il n'y a pas encore de changement notable, même si le président Zedillo se serait déclaré en faveur d'un relâchement de l'interdiction d'être réélu à une charge d'État, à condition qu'elle ne s'applique pas à l'exécutif²². Ce type de changement aurait des conséquences considérables. Ainsi, si les gouverneurs, les députés et les sénateurs pouvaient être élus pour plus d'un mandat, ils pourraient développer des bases de pouvoir indépendantes, ce qui affaiblirait encore plus le présidentielisme.

²² "Mexico Stumbles Towards Political Fairness", *The Economist*, 13 janvier 1996, pp. 40.